

Algérie–Biélorussie : derrière la visite diplomatique, Minsk dévoile les chiffres d'un rapprochement industriel

8 millions de dollars de contrats, un objectif de 500 millions de dollars d'échanges et plusieurs secteurs industriels désormais ciblés



Par David S.

Natalya Kochanova, présidente du Conseil de la République de Biélorussie, lors de sa visite à Djamaa El-Djazaïr, à Alger, dans le cadre de sa visite officielle en Algérie.
Source : Conseil de la République de Biélorussie / réseaux sociaux officiels.

Derrière la visite très institutionnelle de Natalya Kochanova à Alger se dessine une accélération beaucoup plus concrète des relations économiques entre l'Algérie et la Biélorussie. Les détails les plus précis ne sont toutefois pas venus d'Alger, mais de Minsk. À Alger, les images ont surtout montré la diplomatie en mouvement. Natalya Kochanova, présidente du Conseil de la République de l'Assemblée nationale de Biélorussie, est arrivée le 16 septembre pour une visite de deux jours, en qualité d'envoyée spéciale du président biélorusse Alexandre Loukachenko. À son arrivée à l'aéroport international Houari-Boumediene, elle a été accueillie par le président du Conseil de la nation, Azouz Nasri. La visite s'est ensuite poursuivie au plus haut niveau de

l'État algérien. Le 17 septembre, le président Abdelmadjid Tebboune a reçu Natalya Kochanova et la délégation qui l'accompagnait. La composition algérienne de la réunion donne déjà une indication sur la dimension économique du dossier : aux côtés du chef de l'État figuraient notamment les ministres chargés des Affaires étrangères, de la Santé, de l'Industrie et de l'Agriculture. À l'issue de l'entretien, la responsable biélorusse a déclaré que son pays était prêt à développer sa coopération avec l'Algérie « dans tous les domaines », dans le prolongement des accords conclus entre les deux pays. Elle a également indiqué avoir évoqué avec Abdelmadjid Tebboune les engagements pris lors de la visite d'Alexandre Loukachenko en Algérie en décembre 2025. Mais derrière ces déclarations diplomatiques relativement générales apparaît un dossier économique beaucoup plus précis. **18 millions de dollars déjà contractualisés** C'est du côté biélorusse qu'est venu le chiffre le plus concret : selon l'agence publique BELTA, Natalya Kochanova a annoncé après sa rencontre avec Abdelmadjid Tebboune que des contrats totalisant 18 millions de dollars avaient été conclus entre des partenaires biélorusses et algériens, avec une mise en œuvre annoncée prochainement. Pris isolément, 18 millions de dollars restent une somme relativement limitée à l'échelle du commerce international. Mais ce montant prend une autre dimension lorsqu'il est replacé dans la stratégie affichée par Minsk : faire passer les échanges commerciaux entre l'Algérie et la Biélorussie à 500 millions de dollars. Il existe donc un écart considérable entre les contrats actuellement annoncés et l'objectif commercial affiché. C'est précisément cet écart qui permet de mesurer l'ambition du rapprochement en cours. **Machines agricoles, médicaments, industrie légère...** Les déclarations biélorusses permettent également de savoir où Minsk cherche à développer sa présence. Le vice-Premier ministre Viktor Karankevich a identifié plusieurs axes de croissance dans la coopération avec l'Algérie : construction de machines agricoles, indus-



trière et livraisons de médicaments. Natalya Kochanova a de son côté évoqué des perspectives dans la production d'équipements, l'agroalimentaire et l'alimentation infantile. Le vocabulaire employé est important : il ne s'agit plus uniquement de vendre davantage de produits biélorusses sur le marché algérien. Les discussions portent également sur des formes de coopération industrielle et de production. La présence, dans la délégation biélorusse reçue par le Premier ministre Sifi Ghrieb, du vice-Premier ministre Viktor Karankevich et du ministre de l'Industrie Andrei Kuznetsov renforce cette lecture. Côté algérien participaient notamment les ministres de l'Industrie, de l'Agriculture et du Commerce extérieur. **Une feuille de route 2026-2027** Cette séquence ne commence pas avec la visite de Kochanova. Elle constitue plutôt une étape de mise en œuvre du rapprochement engagé lors de la visite du président Alexandre Loukachenko en Algérie en décembre 2025. Les deux pays travaillent désormais dans le cadre d'une feuille de route intergouvernementale couvrant 2026 et 2027. L'enjeu de la visite de septembre apparaît ainsi moins comme l'ouverture de nouvelles relations que comme le passage des engagements politiques aux projets économiques. Le profil même de Natalya Kochanova mérite d'être précisé. Elle préside le Conseil de la République, chambre haute de l'Assemblée nationale biélorusse. L'Assemblée parlementaire de l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC) la répertorie bien comme

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, reçoit Natalya Kochanova, présidente du Conseil de la République de Biélorussie, accompagnée de la délégation biélorusse, à Alger. © Présidence de la République algérienne / Facebook

présidente du Conseil de la République, tandis qu'Igor Sergeenko préside la Chambre des représentants. Cette précision est importante car plusieurs formulations utilisées dans la presse peuvent laisser penser qu'elle préside l'ensemble du Parlement biélorusse. Elle dirige en réalité l'une de ses deux chambres. **Alger communique sur la relation, Minsk sur les contrats** C'est peut-être l'élément le plus révélateur de cette visite. Dans les comptes rendus algériens consultés, l'accent est principalement mis sur les rencontres officielles, le renforcement des relations bilatérales et la volonté de développer la coopération. Les sources biélorusses apportent, elles, les éléments économiques les plus détaillés : 18 millions de dollars de contrats, objectif de 500 millions de dollars d'échanges et identification précise des secteurs ciblés. Il ne s'agit pas nécessairement de deux versions contradictoires. Ce sont plutôt deux niveaux de communication différents autour d'une même visite. La partie algérienne met en avant le cadre politique et institutionnel ; Minsk détaille davantage les résultats économiques qu'elle entend tirer de ce rapprochement. Et c'est précisément là que se situe la véritable question pour les prochains mois : les 18 millions de dollars annoncés constituent-ils seulement une première série de contrats, ou le début d'un mouvement industriel suffisamment important pour rapprocher réellement les échanges bilatéraux de l'objectif des 500 millions de dollars ?